Des contre-manifestants wallons conspuent des manifestants flamands, venus protester à Bruxelles contre la domination des Wallons francophones. Les affrontements feront 50 blessés. *(14 OCTOBRE 1962/DR)*

En Belgique, un Etat fédéral né sur le champ de bataille des langues

UN PAYS, PLUSIEURS LANGUES

JEAN-PIERRE STROOBANTS
CORRESPONDANT DU «MONDE» À BRUXELLES

Un premier ministre à la tête d'un pays dont il prônait la dislocation: est-ce un produit de la «zwanze», cette forme d'humour et d'autodérision dont raffole la Belgique? Non, c'est une réalité depuis que le nationaliste flamand Bart De Wever, président de l'Alliance néo-flamande (N-VA), a pris la tête d'une coalition gouvernementale, en février dernier. Il s'agissait, pour lui, de redresser la situation budgétaire du pays, mais surtout de le gouverner au profit de «sa» Flandre. Et de prendre une revanche historique sur la minorité francophone – soit 41% des 11,7 millions de Belges, selon un chiffre approximatif puisque le recensement linguistique est interdit depuis 1961 dans le pays.

L'intronisation de M. De Wever marquait un aboutissement pour le «Mouvement flamand», une nébuleuse née au XIXe siècle. Et sa prise de pouvoir ponctue symboliquement les six vagues de réformes institutionnelles qui, depuis 1970, ont visé à satisfaire la demande flamande d'une plus grande autonomie et, en même temps, à préserver le royaume de l'éclatement. Avec, au cœur de tout cela, l'éternelle question linguistique qui épuise le pays depuis près de deux siècles.

Lors de la création de la Belgique en 1830, après une révolte contre le pouvoir hollandais, ceux qui rédigent sa Constitution sont 40 000 notables qui parlent le français, seule langue officielle. S'exprimer en flamand – considéré comme l'ensemble des dialectes du néerlandais – est vu, à l'époque, comme un «signe d'arriération mentale et de cléricalisme», indique l'historienne Els Witte.

Les traductions en néerlandais – ou en allemand, aujourd'hui troisième langue officielle du royaume – des lois et des actes du gouvernement n'ont pas de caractère officiel. S'il veut s'adresser à un juge dans une autre langue que le français, le citoyen a le droit de le faire mais seulement si le magistrat la comprend. En 1846, un recensement indique pourtant que 2,4 millions de Belges parlent le flamand et 1,8 million, le français. Mais c'est en 1890 seulement que les magistrats nommés en Flandre devront prouver leur connaissance du néerlandais.

L'occupant allemand va, en 1917, instrumentaliser les revendications du Mouvement flamand et faire du néerlandais la seule langue officielle de la région, afin de tenter de «détruire le pays par les Flamands», comme le préconisait le chancelier du Reich Theobald von Bethmann Hollweg. Une université flamande a été ouverte à Gand l'année précédente, un Conseil des Flandres est installé et les partisans d'une séparation administrative du pays y imposent leurs vues.

Avec ses trois régions et ses trois communautés dotées de nombreuses compétences, le pays reste toujours à la merci d'une fragmentation supplémentaire

Le combat linguistique va enflammer un peu plus le débat politique dans l'entre-deux-guerres. Le bilinguisme a été progressivement installé dans les domaines du droit, de l'administration et de l'enseignement public. La puissante gauche wallonne juge que les revendications flamandes, légitimes au départ, deviennent excessives et préfigurent l'éclatement du pays. L'épouvantail du séparatisme naît.

Une loi ambiguë votée en 1921 a entériné le principe de l'unilinguisme régional mais elle crée en réalité un bilinguisme de fait dans tout le pays: les «flamingants» protestent contre le maintien du français dans leur région; les «wallingants» estiment que la préservation du français sur tout le territoire est le gage de l'unité nationale. Tous deux refusent donc le bilinguisme et, en 1932, le principe du territoire est entériné: retranchées derrière des «frontières sûres», les deux communautés préservent leur idiome.

Cela ne suffira pas à calmer les esprits. La Constitution, stable pendant un siècle et demi, va devenir un chantier permanent après la Deuxième Guerre. Les organisations nationales (politiques, culturelles, sportives, de radiotélévision) vont se scinder et, en 1962-1963, le tracé d'une «frontière» linguistique, sorte de frontière d'Etats en réalité, va bétonner l'unilinguisme régional, sauf à Bruxelles, consacrée comme région bilingue. Des communes sont transférées d'une province à l'autre, des «facilités» administratives sont instaurées pour les habitants des communes à cheval sur la Wallonie et la Flandre. En 1968, des groupes flamingants obtiennent l'expulsion des étudiants francophones de l'Université de Louvain. La Flandre se sent armée pour réclamer davantage d'autonomie, les francophones constatent qu'ils sont désormais en minorité.

Les réformes vont alors se succéder et s'accélérer, de 1970 à 2014. Ultra-complexe, la problématique de la langue a été l'un des éléments de ce processus qui a mené à la naissance d'un Etat fédéral: les communautés flamande et francophone ont pu déterminer leur propre politique linguistique mais de nombreux conflits continueront de se dérouler au niveau «national». Ils seront réglés à coups de compromis, souvent boiteux.

Avec ses trois régions et ses trois communautés dotées de nombreuses compétences, le pays reste toujours à la merci d'une fragmentation supplémentaire. Si les francophones recherchent encore leur identité, une majorité de Flamands reprend encore à son compte le slogan nationaliste «De taal is gans het volk», ce qu'on peut traduire par «La langue est ce qui fait la nation». L'histoire belge n'est pas terminée. ▬

SÉRIE

Quatre langues nationales, mais à la fin, c'est l'allemand qui gagne. Vraiment? On a débattu de la Suisse toute la semaine dernière. Cette semaine, regard sur d'autres pays multilingues. Explorez notre dossier et écrivez-nous! hyperlien@letemps.ch

En Espagne, la diversité linguistique tourne au Babel politique

UN PAYS, PLUSIEURS LANGUES

BENOÎT PELLISTRANDI
HISTORIEN, CORRESPONDANT DE LA REAL ACADEMIA DE LA HISTORIA, MADRID

Le 6 juin dernier, la présidente de la communauté de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, égérie de la droite populaire, quitte la conférence des présidents alors que ses homologues catalan – Salvador Illa – et basque – Imanol Pradales – s'apprêtent à intervenir dans leur langue respective. La polémique est lancée: manque de respect selon ses détracteurs, dénonciation du refus d'utiliser une langue commune qui rassemble, pour ses soutiens, toutes les opinions sont avancées.

Il faut dire que le sujet est extraordinairement sensible politiquement et qu'il s'enracine dans une histoire longue de la nation espagnole. Enjeu identitaire pour les nationalismes catalan et basque, mais aussi galicien, voire valencien, majorquin et asturien, la question de la langue convoque une histoire vraie et des imaginaires collectifs qui rappellent la diversité espagnole.

Pour beaucoup, la dictature franquiste correspond à une époque de discrimination des langues régionales. La démocratisation de l'Espagne a entraîné un autre pacte politique fondamental: celui de la décentralisation de l'Etat. Aujourd'hui, le pays est divisé en 17 communautés autonomes, aux compétences très étendues.

Au premier rang de ces communautés, la Catalogne et le Pays basque, qui, dès 1979, arrachèrent au gouvernement d'Adolfo Suarez des compétences en matière d'enseignement. C'était là la mère des batailles pour mettre en place des politiques de soutien au basque et au catalan. L'enseignement, notamment, pouvait être délivré dans ces langues co-officielles. En effet, la Constitution de 1978 reconnaît aux langues régionales un statut officiel dans leur communauté autonome; l'espagnol ou le castillan étant la langue officielle de l'Espagne. C'était reconnaître à la fois la diversité sans toucher au principe d'unité.

Dirigés presque sans interruption par des gouvernements nationalistes, le Pays basque et la Catalogne ont ensuite mené des politiques volontaristes. Dès 1983, Jordi Pujol fait adopter une loi pour favoriser l'usage du catalan. On estimait alors que si 90% des habitants de la région comprenaient le catalan, 64% seulement le parlaient et 31% l'écrivaient.

En 1996, ces chiffres étaient passés à 94%, 75% et 45% respectivement. Mais en 1998, une nouvelle loi de «normalisation linguistique» transformait la revendication du «droit à parler catalan» en «devoir de parler catalan». Parallèlement, un sentiment nationaliste croissant se développait. Il allait nourrir dans les années 2010 la vague indépendantiste.

L'exemple du catalan semble bien plus spécifique que le cas du basque. En effet, le catalan rayonne vers les Baléares et la communauté de Valence (même si ces régions revendiquent des langues propres…) tandis que le basque reste étroitement confiné dans les limites d'une région de 2,3 millions d'habitants. On recense potentiellement près de 15 millions de catalanophones. L'enjeu culturel et politique est considérable.

Année après année, les partis nationalistes ont obtenu la reconnaissance des langues «régionales». En 2023, alors que les socialistes de Pedro Sanchez avaient besoin du soutien des indépendantistes catalans et basques pour configurer une majorité parlementaire, le règlement de la Chambre des députés a été modifié pour permettre, dans ses travaux et à la tribune, l'usage de ces langues. Autre revendication catalaniste: faire reconnaître le catalan comme langue officielle de l'Union européenne. En vain jusqu'ici, malgré l'activisme gouvernemental.

Cette instrumentalisation politique de la langue a eu pour effet de transformer la diversité culturelle en enjeu partisan. Longtemps l'unité linguistique du pays a été assimilée à une forme de contrainte. Alors même que le catalan était parlé dans la société civile (on prêchait en catalan, et ce, depuis longtemps), cette langue était considérée comme une sorte de dialecte. Le grand hispaniste britannique John Elliott rappelait que, dans les années 1950, demandant son chemin en catalan à un policier, celui-ci lui avait répondu vertement: «Parlez en chrétien»… autrement dit en espagnol.

Sous la politique, il convient de voir que la réalité plurielle de l'Espagne n'était que le reflet de sa diversité… et de la faiblesse d'un Etat qui n'a jamais mené de politique d'unification linguistique, sauf sous la dictature de Primo de Rivera entre 1923 et 1930. Parenthèse trop courte pour modifier des dynamiques accumulées depuis longtemps.

Au Pays basque, la langue a aussi été un vecteur de revendication politique et identitaire. Le terrorisme de l'ETA entre 1968 et 2011 a exercé une puissante contrainte que les concessions démocratiques dès 1979 (autonomie du Pays basque et reconnaissance du basque comme langue officielle et langue d'enseignement) n'ont pas réussi à affaiblir. Il faut dire que le nationalisme basque, théorisé par Sabino Arana (1865-1903), est violemment anti-castillan et charrie des relents racistes évidents. La langue était un marqueur de pureté basque…

La Galice, troisième communauté avec une langue propre, présente une histoire complètement différente: le galicien, mélange syncrétique entre le portugais et le castillan, n'alimente pas un nationalisme hostile. Au contraire, la région est l'un des fiefs du Parti populaire (trois de ses quatre leaders sont Galiciens!), promoteur d'un nationalisme espagnol.

Les langues en Espagne ont une signification politique et sont instrumentalisées par des nationalismes concurrents. Mais derrière cette diversité existe une unité vécue et partagée par les millions d'Espagnols qui n'embrassent pas ces querelles partisanes, sans pour autant abandonner l'amour de leur(s) langue(s). ▬

Historien, correspondant de la Real Academia de la Historia à Madrid, Benoît Pellistrandi est l'auteur, notamment, d'une «Histoire de l'Espagne. Des guerres napoléoniennes à nos jours», Editions Perrin (2013).